

LOI SUR L'ADAPTATION DE LA SOCIÉTÉ AU VIEILLISSEMENT ET POLITIQUES SOCIALES

Décrypter les impacts opérationnels de la loi

1 JOUR, 7 HEURES

ELUS

CODE : GAS23

Objectifs de la formation

- Connaître les dispositions législatives et réglementaires issues de la loi d'adaptation de la société au vieillissement
- Maîtriser les applications opérationnelles de la loi pour le secteur social
- Connaître les nouveaux ensembles de démarches exposés par la loi

Animée par

- **BLAISE Geneviève**
Formatrice,

Public concernés

- Membre des CCAS ; Acteur public, privé, associatif travaillant auprès des publics âgés ; Travailleur(se) social(e) ; Bénévole des structures gestionnaires d'activités en direction des personnes âgées ; Chargé(e) de développement social ; Chef(fe) de projet médical

Dates

Critères d'admission

- aucun prérequis n'est nécessaire

Prérequis

- Aucun prérequis n'est nécessaire

Analyser les grands principes de la Loi d'Adaptation de la Société au Vieillissement (ASV)

- Cerner le contexte de la loi, ses principaux axes et les réformes majeures posées par la loi
- Assimiler les principes de financement posés par la loi : comprendre le dispositif départemental de la « Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie »
- Déterminer les implications concrètes de la loi Vieillesse pour améliorer l'offre sociale et médico-sociale sur le territoire
- Qui sont les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la loi : individuels, collectifs, associatifs, publiques
- Intégrer le nouveau rôle des collectivités : acteur d'une collaboration transversale
- Comprendre la nouvelle nature de la coopération à avoir avec les collectivités

Modalités pédagogiques

- Un questionnaire préalable sera envoyé aux participants pour recueillir leurs besoins et attentes spécifiques, et sera transmis au(x) formateur(s) avant la formation
- Tous nos stages de formations sont limités, dans la mesure du possible, à une douzaine de participants
- Les formations sont déroulées en présentiel ou en classe virtuelle et étayées, chaque fois que cela est pertinent, d'études de cas et de mise en pratique ou en situation
- Un formulaire d'évaluation du formateur et du déroulé du programme suivi sera proposé aux participants à la fin du stage

Maîtriser les réformes spécifiques au secteur de l'aide à domicile

- Intégrer les implications de la reconnaissance d'un statut légal pour le proche aidant : quels sont leurs droits, connaître les nouvelles démarches à mettre en place, comment gérer les dossiers de droit au répit
- Connaître les nouvelles dispositions concernant les services d'aide à domicile (régime d'autorisation, SPASAD)
- Maîtriser la transformation des foyers logements en résidence autonomie
- Comprendre le nouveau cadre des Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD)
- Quelles sont les nouvelles règles en matière de tarification des prestations
- Quelles sont les conséquences en matière d'allocations
- Gérer les dossiers des demandes d'autorisation/agrément par les entreprises d'aide à la personne

Décrypter les recommandations de la loi pour les professionnels du secteur

- Mettre en place le diagnostic obligatoire des besoins des personnes âgées au niveau du département (dans le cadre de la conférence des financeurs) et des communes (analyse des besoins sociaux au niveau des CCAS)
- Développer la lutte contre l'isolement des personnes âgées : intégrer le rôle de veille d'observation et de veille sociale des intervenants à domicile, l'exemple de l'association MONALISA
- Faire le point sur les nouveaux droits des personnes âgées : prévenir les risques de maltraitance, les droits en matière de protection

Étude d'exemples d'actions menées au niveau associatif